

NI DROITE, NI GAUCHE, TROISIÈME VOIE...

Il ne s'agit pas d'un slogan de la campagne électorale d'E. Macron en 2017, mais d'inscriptions de groupes se réclamant du fascisme qui fleurissaient sur les murs de nos villes avant la campagne promotionnelle lancée par F. Mitterrand en faveur du *Front National*.

Le terme de fascisme est utilisé très fréquemment pour désigner tout ce qui peut nous sembler autoritaire ou coercitif. Mot riche en connotations mais en perte de sens.

À force de galvauder ce terme, on s'empêche de comprendre comment le fascisme naît et on se met en danger d'en subir un avatar.

Bien sûr, le fascisme fut anti-communiste.

Bien sûr, le fascisme recruta la petite et moyenne bourgeoisie lorsqu'il fut au pouvoir.

Bien sûr, le fascisme, comme le nazisme obtinrent le soutien du grand capital.

«Le “stato totalitario” mussolinien est repris dès 1932 par le juriste allemand Carl Schmitt devant l’“Union au long nom”, aréopage de grands industriels allemands, qui, convaincus que l’“État total” (der totale Staat) leur ouvre les meilleures perspectives, vont convaincre Hindenburg de confier le pouvoir à Hitler» (1).

Par contre le fascisme à ses débuts (avant l'alliance avec le nazisme) n'était pas antisémite. «Et si certains fascistes italiens pratiquent un antisémitisme militant, les juifs fascistes ne se comptent plus en Italie; leur pourcentage au sein du mouvement est même très supérieur à ce qu'il est dans la population» (2).

Les fondateurs du fascisme n'étaient pas d'extrême droite, mais des militants révolutionnaires.

«Le fascisme puise un peu partout: chez Nietzsche, chez Bergson, mais aussi chez Taine, un historien foncièrement conservateur, chez Renan, un soi-disant libéral, chez Sorel et chez tous ceux qui, imprégnés de Marx, entreprennent une autre lecture de sa philosophie. Faut-il s'étonner, alors, que le fascisme compte parmi ses pères fondateurs et penseurs autant d'hommes issus de la gauche? Outre Sorel, citons quelques grandes figures du mouvement ouvrier italien (Arturo Labriola, Michele Bianchi et, venu d'Allemagne, Robert Michels), Mussolini, mais aussi Henri de Man, Mosley et Marcel Déat. Voilà des hommes qui sont restés révolutionnaires, alors que le prolétariat cessait de l'être. Et c'est dans la nation qu'ils ont trouvé un nouveau levier au service de la révolution, capable de mettre à bas l'ordre établi» (3).

«Au tournant du siècle, la révision antimatérialiste du marxisme et le refus d'une conception utilitaire de la société rencontrent le nationalisme organique: de cette fusion naît le fascisme» (4).

Au commencement était le Verbe ... de Sorel

«Georges Sorel (1847-1922) avait reconstruit, à partir du marxisme, tout un système de pensée qui empruntait à Nietzsche (la révolte contre la modernité) aussi bien qu'à Bergson (l'anticartésianisme)» (5).

(1) Wiktionnaire

(2) Zeev Sternhell, Mario Sznajdler, Maia Ashéri, *Naissance de l'idéologie fasciste*. Folio, 1989, p.20.

(3) Zeev Sternhell in *l'Histoire*, n°162, janvier 1993.

(4) Ibid.

(5) Ibid.

Il approuvait Bernstein contre Kautsky auquel il reprochait son immobilisme. Il voulait une révision du marxisme.

«La décomposition du marxisme, tout en jouant sur l’ambivalence du mot “décomposition” pour mieux flétrir l’orthodoxie envahissante, n’est absolument pas un texte où Sorel dissèque en croque-mort un corps décomposé au sens de défait, gâté, putréfié et donc condamné; mais, comme l’avaient bien compris les syndicalistes révolutionnaires à l’époque, dans lequel Sorel opère un désassemblage des composantes doctrinaires du marxisme et une “épuration” de ce qui paraissait dépassé, et ce au profit des aspects marxiens les plus vivants incarnés, aux yeux de Sorel, par le syndicalisme révolutionnaire» (6).

Sa révision du marxisme réinterprétait la notion de «*lutte de classes*» et privilégiait le concept de mythe au détriment du matérialisme. Il voulait une révolte contre le rationalisme et l’instauration d’une civilisation héroïque sur les ruines d’une civilisation bassement matérialiste.

Son disciple, «Berth était engagé dans le combat socialiste, journaliste associé au “Mouvement Socialiste” dans lequel il écrivit de 1899 à 1908, il commença son itinéraire en se réclamant d’un socialisme purement marxiste mais qui apparaissait déjà comme très original. (*Dialogues Socialistes, La politique anticléricale et le socialisme*, 1903). Il connut Sorel au “Mouvement Socialiste” et, dès cette époque, il en fit son maître absolu pour le suivre par la suite dans toutes les variations de sa pensée. Jamais on ne put noter une divergence de vues entre Sorel et Berth. En 1908, fort de sa connaissance de Proudhon, de Marx et de Sorel, il publia son principal ouvrage politique, “Les nouveaux aspects du Socialisme”. Dans ce livre, le syndicalisme révolutionnaire (dont Berth se réclamait) est présenté comme l’authentique mouvement prolétarien par une double opposition au guesdisme étatique et réformiste et à l’anarchisme individualiste et décadent» (7).

Berth renia la démocratie au nom de la lutte des classes: «La démocratie pervertit la notion de lutte de classe en un antagonisme de classe» («*La monarchie et la classe ouvrière*», 1914, article des *Cahiers du Cercle Proudhon*)» (8).

Il s’enthousiasma pour la révolution bolchevique et adhéra au P.C.F. en 1920.

Mussolini, le révolutionnaire

Militant socialiste révolutionnaire dès 1902, Mussolini rencontra Angelica Balabanova (9) à Lausanne en 1904. Pendant plusieurs années ils poursuivirent une relation, pas seulement politique, au sein du P.S.I où ils incarnaient l'aile révolutionnaire du parti. Lénine demanda à Balabanova d'améliorer la formation marxiste de Mussolini. Quand ce dernier devint le rédacteur du journal «*Avanti*», organe du parti socialiste, il demanda qu'elle en soit co-rédactrice.

Le syndicalisme révolutionnaire est né en Italie suite à la grève nationale de septembre 1904. Ses militants, de tradition marxiste, constituèrent le courant de gauche du *Parti Socialiste Italien* jusqu'à leur départ en 1907. Ils quittent aussi la *Confédération Générale du Travail* (C.G.d.L.) aux mains des réformistes en 1912 et fondent l'*Union Syndicale Italienne* avec les anarchosyndicalistes.

Le 7 octobre 1914, Libero Tancredi et d’autres représentants du syndicalisme révolutionnaire comme Filippo Corridoni et Cesare Rossi signent l’appel du *Faisceau révolutionnaire d'action internationaliste*, ce manifeste vise à rassembler les éléments de la gauche radicale favorable à l’entrée en guerre de l’Italie

(6) Gianinazzi Willy, Georges Sorel, *La décomposition du marxisme*. In: *Mil neuf cent*, n°9, 1991. Les pensées réactionnaires, pp.175-176.

(7) <https://maitron.fr/berth-edouard-berth-camille-dit-edouard-darville/>, notice BERTH Édouard [BERTH Camille dit Édouard DARVILLE] par O. Cazeaux, version mise en ligne le 3 novembre 2010, dernière modification le 17 février 2025.

(8) Ibid.

(9) Elle devint secrétaire du mouvement *Zimmerwald* puis première secrétaire de l’Internationale communiste. Ce fut elle qui obtint de Lénine l’autorisation de quitter le territoire soviétique pour Emma Goldman et Alexandre Berkman. Autorisation qu’elle eut du mal à obtenir pour elle-même. Elle fut exclue du PC en 1924. Dans ses mémoires , publiées en 1938, elle note: «Il [Mussolini] hait les classes dirigeantes, la monarchie et l’Église, presque autant que lorsqu'il les combattait ouvertement; et il n'ignore pas non plus qu'elles se méfient de lui. Après avoir été leur jouet, il est devenu leur maître». Angélica Balabanova, *Ma vie de rebelle*, Balland, 1981, p.301.

contre les Empires centraux réactionnaires et cléricaux, «volonté, notamment chez les syndicalistes et socialistes révolutionnaires, de préparer techniquement le prolétariat au combat et de forger ainsi en son sein une élite révolutionnaire et combattante» (10) .

Les syndicalistes révolutionnaires qui avaient rejoint l'U.S.I., furent mis en minorité en tant qu'«interventionnistes» au congrès de Parme en septembre 1914. Ils en furent exclus en 1915 et 1916 par les anarchosyndicalistes (Armando Borghi) et les autres «neutralistes». Ils constituèrent l'*Union Italienne du Travail* (U.I.L). «Jusqu'en 1921, son programme entend réduire le rôle de l'État, dissoudre les sociétés anonymes, empêcher les spéculations boursières, assurer la distribution des terres aux paysans et la gestion ouvrière des entreprises» (11).

Antinationaliste, antimilitariste, internationaliste quand se déclencha le conflit européen, Mussolini se déclara tout de suite partisan de la neutralité absolue. Quelques mois plus tard, cependant, dans le courant de l'automne 1914, il se convertit à l'interventionnisme, considérant que la guerre était nécessaire pour abattre le militarisme et l'autoritarisme des Empires centraux et créer les conditions d'une révolution sociale (12).

Il dut démissionner de la direction d'*«Avanti»* puis fut exclu du parti socialiste.

«Mussolini ne signe pas le manifeste (13) mais sa parution l'incite à faire connaître sa propre opposition à la neutralité car cette initiative était de nature à faire pièce à son influence au sein de l'ultragauche interventionniste» (14).

Pendant la guerre de 1915-1918, tandis que le mot d'ordre du parti socialiste était: «ni adhérer, ni saboter», Mussolini avait revendiqué le caractère révolutionnaire de la guerre, jusqu'à y voir un grand mouvement de conquête sociale:

«Si la révolution bourgeoise de 1789 - qui fut à la fois révolution et guerre - ouvrit les portes et les routes du monde à la bourgeoisie qui avait fait son long et séculaire apprentissage, la révolution actuelle, qui est aussi une guerre, semble ouvrir les portes de l'avenir aux masses qui ont fait leur dur apprentissage de sang et de mort dans les tranchées» (15) (16).

«Aux yeux des jeunes révolutionnaires, le “mussolinisme” socialiste était un revitalisant énergique pour le parti, que la politique réformiste avait transformé en “branche desséchée”, diluant la perspective révolutionnaire dans la pratique des revendications économiques, des batailles parlementaires et du compromis avec la démocratie bourgeoise. Mussolini affirmait la nécessité de rendre au parti sa fonction d'avant-garde révolutionnaire, et de nombreux socialistes crurent sincèrement à sa capacité de rénover la politique et l'idéologie du socialisme en un sens révolutionnaire» (17).

«L'ascendance révolutionnaire et de gauche du mouvement fasciste en constitue manifestement le caractère premier et dominant. Cette composante révolutionnaire est la marque de l'action personnelle de Mussolini [...]. Reconnu comme le porte-parole de la fraction révolutionnaire après le congrès de Reggio-Emilie (1912), Mussolini aurait imprimé au parti une politique intransigeante, plus proche des aspirations des masses, dont le succès serait attesté par les élections d'octobre-novembre 1913. La politique menée par Mussolini aurait également permis à cette nouvelle gauche de découvrir son identité, avec le concours, notamment, des syndicalistes révolutionnaires et des méridionalistes. [...] En outre, Mussolini n'aurait pas cessé d'être un socialiste révolutionnaire après son départ du parti. Il aurait simplement mis au premier plan de son action “l'interventismo” comme un principe idéal et révolutionnaire. Ainsi, contrairement à l'opinion

(10) Pierre Milza, Serge Berstein, *Le Fascisme italien*, Seuil, 1980, p.169.

(11) Pierre Milza, *Mussolini*, Fayard 2007. p.177.

(12) Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme?*, Gallimard, 2004, p.26.

(13) Appel du *Faisceau révolutionnaire d'action internationaliste*. (14) Ibid, p.174.

(15) *Popolo d'Italia*, 26 avril 1919.

(16) Maria-Antonietta Macciocchi, *Gramsci et la question du fascisme*, in *Éléments pour une analyse du fascisme* (seminaire de M.A. Macciocchi Paris-8-Vincennes, 1974-1975, Union Générale d'Édition, 1976, tome 1, p.33).

(17) Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme?*, Gallimard, 2004, p.188.

communément admise, qui récuse l'étiquette de socialiste à Mussolini après son expulsion du parti, son itinéraire se situerait pourtant dans ce cadre au moins jusqu'en 1919. Mussolini aurait cherché inlassablement à rassembler dans une perspective de révolution sociale cette nouvelle gauche formée de socialistes, de syndicalistes, de républicains révolutionnaires et d'anarchistes. Ce socialisme-là, révolutionnaire, non encadré par le Parti socialiste italien, est effectivement présent dans les premiers faisceaux de 1919 avec d'anciens compagnons de route, de F. Corridoni et d'A. De Ambris, des socialistes de l'Union socialiste italienne comme Roberto Farinacci, et des républicains révolutionnaires. Il ne saurait par conséquent être confondu avec le nouveau visage qu'arbore le fascisme en 1920 lorsque la jeunesse bourgeoise investit les faisceaux pour armer la contre-révolution préventive, et que s'effectue le revirement conservateur de Mussolini» (18).

Le Fascisme de la deuxième période

Giovanni Gentile se décrit lui-même comme le «philosophe du fascisme», et a en grande partie rédigé pour Benito Mussolini: *La Doctrine du fascisme* en 1932.

«Il avait publié en 1899 un travail consacré à Marx [...] Cet écrit attira l'attention de Lénine, qui porte un jugement relativement favorable: "L'auteur, disait Lénine, mentionne certains aspects importants de la dialectique matérialiste de Marx qui échappent ordinairement à l'attention des kantiens et des positivistes» (19).

«Les luttes de classe, les luttes syndicales, l'existence même des syndicats, sont considérés dans ce cas comme des indices de décomposition du corps social que le pouvoir se doit de combattre, puisqu'ils sont contre nature (ils constituent une négation de l'unité du vouloir universel et du vouloir individuel).

Tout ce que l'individu veut être, seul l'État le réalise, seul l'État est libre, seul l'État est moral. Son vouloir constitue la substance éthique de la société. Dans ces conditions toute association réalisant une coalition d'intérêts (même si elle s'articule sur l'effective division du travail) ne peut que menacer l'unité du corps social, tant qu'elle n'est pas intégrée à cette unité, et n'exprime pas en sa différence, le vouloir unitaire de l'État. Le trade-unionisme repose sur une conception atomistique (et ajoute Gentile, matérialiste) de la société considérée comme un assemblage accidentel d'individus, qui sont des individus abstraits, ou de syndicats qui ne sont eux-mêmes que de pures abstractions.

Abstraction qui conduit, ajoute-t-il, "à la guerre de tous contre tous". Seule la corporation fasciste intègre à l'État la société civile qui est sa matière, et compose en une unité systématique et spirituelle les moments nécessaires de la division du travail» (20).

Luigi Contu explique le fonctionnement du syndicalisme fasciste. Même structuration qu'en France: syndicats, fédérations, unions provinciales. L'adhésion est libre (sauf pour les patrons). Mais il n'existe qu'une organisation constituée de «neuf confédérations nationales, à savoir: quatre de travailleurs, quatre de patrons et une des professions libérales et des artistes» (21).

En cas de désaccord dans une négociation ou «une agitation ouvrière pour revendiquer un droit lésé» (22), le ministère des Corporations intervient. Si le désaccord persiste, dans le régime syndical libre «on déclenche une grève qui, la plupart du temps et dans les circonstances les plus favorables, se résout sans qu'il y ait ni vainqueurs ni vaincus. Il arrive même, je crois, et peut-être un peu trop souvent, que la bataille engagée laisse sur le carreau deux vaincus». «En Italie, on procède de tout autre façon. On recourt à ce que nous appelons la Magistrature du Travail. C'est à cet organe, par sa nature même absolument objectif et indépendant, qu'incombera le soin de résoudre la controverse, en toute impartialité» (23).

On est bien loin de l'*Action directe* autrefois préconisée.

Le syndicat est intégré à l'appareil d'État «du haut en bas de l'édifice constitutionnel de l'État italien, le syndicat est partout présent» (24).

(18) Didier Musiedlak, *Renzo de Felice et l'histoire du fascisme*, in *Vingtième siècle revue d'histoire*, année 1989, n°21.

(19) Jean Toussaint Desanti, *Gentile et les origines philosophiques du fascisme*, in *Éléments pour une analyse du fascisme*, (séminaire de M.A. Macciocchi Paris-8-Vincennes, 1974-1975, Union Générale d'Édition, 1976, tome 1, p.117.

(20) Ibid, p.125.

(21) Contu Luigi, *Le mouvement syndicaliste en Italie*, in *Politique Étrangère*, n°1, 1938, p.53.

(22) Ibid, p.55

(23) Ibid, p.56

(24) Ibid, p.56

«Nous estimons que nous n'aurons pas atteint les buts que nous nous proposons tant que le travailleur n'aura pas été libéré de sa position de salarié. Étant donné que le travail est un élément de la production, un élément que rien ne saurait substituer, il est naturel et évident qu'il soit appelé à participer, d'une façon concrète, aux profits de la production, dans une mesure qui dépendra de l'importance sociale et économique de son apport» (25).

Le fascisme est installé. L'État totalitaire est en place. Les lois raciales seront proclamées le 18 septembre 1938.

Les militants qui ont participé à l'instauration du fascisme étaient des militants révolutionnaires, et non un regroupement de catholiques intégristes, d'anciens du poujadisme et de nostalgiques de l'O.A.S. Pour avoir organisé des grèves, des insurrections ouvrières, ils ont enduré l'emprisonnement, l'exil, la répression policière...

Différentes raisons expliquent leur fourvoiement:

- Le rejet du rationalisme et du matérialisme au profit du mythe considéré comme une force motrice (aspect religieux).
- La lutte contre le libéralisme politique, sans s'attaquer au libéralisme économique considéré comme étant nécessaire au développement de la lutte révolutionnaire (idéalisme).
- L'abandon de la lutte des classes en faveur de la lutte des «producteurs» opposés à ceux qui ne produisent pas, les «parasites» (marchands et financiers) et donc la mise en place du corporatisme et de l'intégration du syndicat à l'appareil d'État.
- Le rôle dirigeant d'une élite ouvrière.

Certains fascistes de la première heure devinrent des militants anti-fascistes tels Alceste de Ambris et son frère Amilcar responsables des *Chambres du Travail* de Parme et de Mirandola. Ils participèrent à la défense de Parme contre les chemises noires avec les *Arditi del Popolo* et la *Légion prolétarienne*. Alceste organisera à Paris des coopératives ouvrières pour aider les réfugiés politiques italiens, Amilcar rejoindra le parti fasciste au pouvoir en soutien à sa politique sociale.

L'Église catholique

On ne peut aborder le fascisme sans citer l'opinion de Pie-11 exprimé dans l'encyclique *Quadragesimo Anno* (15 mai 1931), texte qui se passe de commentaires:

«98- Récemment, ainsi que nul ne l'ignore, a été inaugurée une organisation syndicale et corporative d'un genre particulier. L'objet même de notre encyclique nous fait un devoir de la mentionner et de lui consacrer quelques réflexions opportunes.

99- L'État accorde au syndicat une reconnaissance légale qui n'est pas sans conférer à ce dernier un caractère de monopole, en tant que seul le syndicat reconnu peut représenter respectivement les ouvriers et les patrons, que seul il est autorisé à conclure les contrats ou conventions collectives de travail. L'affiliation au syndicat est facultative, et c'est dans ce sens seulement que l'on peut qualifier de libre cette organisation syndicale, vu que la cotisation syndicale et d'autres contributions spéciales sont obligatoires pour tous ceux qui appartiennent à une catégorie déterminée, ouvriers aussi bien que patrons, comme sont aussi obligatoires les conventions collectives de travail conclues par le syndicat légal. Il est vrai qu'il a été officiellement déclaré que le syndicat légal n'exclut pas l'existence d'associations professionnelles de fait.

100- Les corporations sont constituées par les représentants des syndicats ouvriers et patronaux d'une même profession ou d'un même métier et, ainsi que de vrais et propres organes ou institutions d'État, dirigent et coordonnent l'activité des syndicats dans toutes les matières d'intérêt commun.

101- Grève et lock-out sont interdits; si les parties ne peuvent se mettre d'accord, une magistrature arbitrale intervient.

(25) Ibid, p.58

102- Pas n'est besoin de beaucoup de réflexion pour découvrir les avantages de l'institution, si sommairement que Nous l'ayons décrite: collaboration pacifique des classes, éviction de l'action et des organisations socialistes, influence modératrice d'une magistrature spéciale.

103- Mais pour ne rien omettre en une matière si importante, tenant compte des principes généraux ci-dessus invoqués et de ce que Nous ajouterons à l'instant, Nous devons dire cependant qu'à Notre connaissance il ne manque pas de personnes qui redoutent que l'État ne se substitue à l'initiative privée, au lieu de se limiter à une aide ou à une assistance nécessaire et suffisante. On craint que la nouvelle organisation syndicale et corporative ne revête un caractère exagérément bureaucratique et politique, et que, nonobstant les avantages généraux déjà mentionnés, elle ne risque d'être mise au service de fins politiques particulières, plutôt que de contribuer à l'avènement d'un meilleur équilibre social» (26).

«L'État doit aider les autres collectivités à vivre, non les réduire ou les détruire. C'est l'affirmation expresse de ce qu'on nommera "principe de subsidiarité": l'autorité centrale doit laisser les collectivités inférieures agir chacune selon ses attributions, car elles sont plus efficaces, plus libres, plus proches des besoins, et meilleures éducatrices des hommes aux responsabilités. À l'État de diriger, de stimuler, de surveiller, non d'étouffer. Les commentateurs verront volontiers dans l'accent mis sur ce "principe de subsidiarité" une limitation à l'étatisme fasciste» (27).

Christian JOYEUX-BOUILLON.

(26) <https://www.doctrine-sociale-catholique.fr/les-textes-officiels/196-quadragesimo-anno#Text>

(27) Sicard Germain, «Le rôle de l'État selon les "Encycliques sociales"», *Mélanges Germain Sicard*, Presses de l'Université Toulouse-Capitole, 2000.